



Le XXI^e siècle sera-t-il africain ? Axelle Kabou qui a publié, cette année, un essai intitulé comment l'Afrique en est arrivée là, chez L'Harmattan, tente de clarifier cette question en s'appuyant sur son expérience internationale en prospective. Elle analyse les représentations dominantes des trajectoires de l'Afrique au cours de ce siècle en les situant dans un contexte global. Elle montre qu'à la résurgence du thème de la renaissance africaine répond celle de la régénérescence du monde. Derrière ces paravents, l'Afrique, adossée à ses partenaires étrangers, effectue, par certains aspects inquiétants, un retour au XIX^e siècle. Faute d'exister, ce continent n'a, pour l'instant, que des avenirs, pas de futurs.

Les ravages de l'afro-ferveur

Le XXI^e siècle sera-t-il africain ? Qu'importent, au fond, les réponses à cette question vague ? Les perceptions de « *la place de l'Afrique dans le monde* » sont passées du noir funéraire au rose bonbon, en l'espace d'une petite décennie. Cette révolution chromatique mérite bien quelques commentaires.

En effet, condamnée, hier encore, par les théoriciens de la déconnexion par défaut, à rançonner le monde riche, grâce à ses capacités de nuisance, l'Afrique, subsaharienne notamment, est désormais vouée par des intérêts politiques et marchands, à marquer le XXI^e siècle d'une trajectoire ascendante, voire dominante.

La vision d'une Afrique chargée de revitaliser un capitalisme en panne de croissance ; d'une Afrique attifée en dernier terrain d'expansion du capitalisme mondial officiel ; catapultée, par le commerce international, dans le club des grands de ce monde a quelque chose de sulfureux. Songeons, en effet : au rôle crucial, et pourtant subalterne, de cette région dans les rivalités hégémoniques de l'Occident et de l'Orient ; de la Chrétienté et de l'Islam ; des formations politiques du Maghreb ; de l'Occident et de l'Extrême-Orient ; du « *Nord* » et du « *Sud* » ; de l'Union soviétique et de l'Occident libéral ; et, plus prosaïquement, à son déclassement dans le cadastre géostratégique officiel de la fin du siècle dernier.

Depuis l'initiative lullienne de 2002, qui constituerait le point de départ de la ruée vers un nouvel Eldorado, l'Afrique est réputée « *re-convoitée* », re-courtisée par la planète entière. Toute la question est donc de savoir comment ce retour en grâce – car il ne s'agit que de cela, pour le moment – affectera les capacités des sociétés africaines à : produire leur propre histoire, modifier leur mode d'arrimage au monde extérieur. Or, ces interrogations capitales, qui touchent au changement social et à l'historicité des sociétés africaines semblent, pour l'instant, occultées par des paris économicistes et des discussions de comptoir.

En effet, surpris par ce coup de projecteur inopiné sur « *l'Afrique délaissée* », afro-pessimistes et afro-optimistes, pro-européens et pro-asiatiques n'ont cessé de tisser, autour de « *la place de l'Afrique dans le monde* »

, un nouveau bréviaire : une conversation de bistrot à laquelle participent parfois, assez paradoxalement, des observateurs plus avertis ; sous l'œil, globalement, absent du monde académique africain francophone.

Résultat : faute de concurrence, l'afro-ferveur fait des ravages. L'heure est, en effet, à l'optimisme pieux. On est prié, la foi chevillée au corps, de se prosterner devant des

perspectives de croissance économique mirifiques ; la montée de classes moyennes entreprenantes ; des remontées de filières réussies ; de grands travaux créateurs d'emplois ; psalmodier que l'avenir de l'Afrique n'est écrit nulle part... que « L'Afrique va bien », sous peine de se voir excommunié pour avoir versé dans un pessimisme incrusté.

À la recherche d'une boussole

Difficile, dès lors, de savoir si ce continent, qui a entamé sa grande transformation, est en train de s'éveiller pour autant ; et si oui, à quoi ? Si sa « *diaspora* », précipitée récemment en 6^e région et transmuée en fer de lance du développement de l'Afrique, par l'Union Africaine, est en train de remplir sa mission de conquistadores. Si les lueurs économiques repérées ci et là sont, pour parler comme Achille Mbembé, réductibles à

« *quelques objets (scintillants) dans un fleuve qui rebrousse chemin* »

. Si l'on doit, avec Daniel Etounga-Manguellé, ranger les visions de nos dominants et leurs appels à l'émergence dans les tiroirs du nominalisme, de l'incantation, du grimoire politique tant elles tranchent avec les dynamiques à l'œuvre dans nos pays.

Il se peut que l'Afrique, qui abrite actuellement l'essentiel des PMA de la planète, se constitue en puissance mondiale au cours de ce siècle. Ou qu'éparpillée et peuplée, elle conserve son positionnement de vassal du monde tout en y déversant ses excédents démographiques et en accueillant, à son tour, des hordes asiatiques. Personne, pour l'instant, n'est en mesure de dire de quel côté penchera la balance. Pour une demi-douzaine de raisons, au moins, qui valent le détour.

Futurs africains et intérêts marchands

Les futurs de l'Afrique sont squattés par les intérêts des marchands et par ceux des gouvernements africains qui restent les principaux commanditaires de ce genre d'études. Ici, pas de véritables capacités indépendantes d'analyse : des démographes et des urbanistes étrangers évaluent la taille et la configuration des marchés africains à long terme, afin de les approvisionner et évincer les concurrents ; préserver leur région de débordements démographiques et d'autres nuisances prêtées au continent africain. Ils croient, à quelques « *pièges à pauvreté* »

près, à des lendemains meilleurs, pour des raisons purement commerciales.

Les gouvernements africains, eux, élaborent des shopping lists ornées de professions de foi. Baptisés « *visions* », ces documents ne servent pas à mobiliser des populations autour de la réalisation de leurs rêves et guider l'action, mais à mettre des bailleurs de fonds rivaux en concurrence ; se prévaloir d'aptitudes, non démontrées, à diriger des pays en voie de peuplement et aménager des Etats aux contours plus qu'incertains. Les « *visions 2020* »

ont ainsi permis, dans les années 1990, de divaguer sur des 'nations' africaines désincarnées, à coups de modèles macro-économiques sophistiqués, de plans stratégiques bidons et d'appels éthérés à la pro-activité : depuis lors, bon nombre de pays africains, projetés en tigres et en éléphants, ont sombré dans des troubles persistants ou péri dans des guerres civiles pourtant prévisibles. Certains sont devenus des

« *narco-Etats-dealers* »

; d'autres, souvent les mêmes, sont passés au blanchiment de l'argent sale ou au commerce de produits illicites : tous, meurtris par des conflits pseudo identitaires, plus ou moins déclarés, plus ou moins couverts par les médias internationaux, paient, au prix fort, le coût de la production de soi.

Explorer ou prescrire ?

La prospective, en Afrique, est vaguement exploratoire, essentiellement prescriptive : les futurs africains tendent, par conséquent, à ressembler au passé de NPI, comme en témoigne, après d'autres engouements, la mode actuelle du développementisme et de l'émergence, ce dernier vocable étant synonyme de pays en voie de développement. Ces mots d'ordre prolongent une tradition de comparativisme lisse héritée, à la fois, de la réflexion stratégique des années 1990 et de l'échec des Conférences nationales de l'époque à générer des visions bâties autour des rêves des Africains.

Le découplage du passé de l'Afrique et de ses futurs possibles constitue l'une des évolutions les plus marquantes de la réflexion prospective appliquée à ce continent. Cette déconnexion serait justifiée par l'exceptionnelle ampleur des dynamiques démographiques et migratoires qui dessinent, effectivement, sous nos yeux une nouvelle Afrique et par le regain d'intérêt des puissances de ce monde pour cette région, dans un contexte marqué par le basculement des centres de production de la richesse mondiale du Nord au « *Sud* ».

Pour un peu, on croirait que l'Afrique, ce continent rural en voie de bidonvillisation, s'apprête à rejoindre le peloton des sociétés « *programmées* » de la fin de l'ère industrielle européenne ; intégrer la cohorte des sociétés où la part de l'acquis par rapport à celle du conquis s'est amenuisée au point d'autoriser la production délibérée de futurs maîtrisés : les Africains peuvent-ils avoir la prétention de réduire la part du hasard dans la formation de leurs futurs, par la décision, l'action et la négociation civilisée ou sommes nous confrontés à des sociétés où le hasard et la mort menacent de rester encore longtemps au volant ? Par quels processus et à quel horizon peut-on s'attendre à ce que les sociétés africaines aient significativement renforcé leur emprise sur la production de leur histoire ? Ce débat, crucial, n'est même pas encore entamé. Comment, dès lors, parler de vision ?

Parfaire le XX^e siècle

Le fait que les représentations des futurs possibles de l'Afrique soient plombées par des problèmes propres à la réflexion à long terme, en général, et lestées par un millénarisme pesant n'arrange pas les choses. En effet, la prospective semble, globalement, contaminée par le sentiment d'échec et d'incomplétude qui caractérise ce début de siècle. Sommée de se prononcer sur les futurs de la planète à partir d'un entre-deux ; privée des transes idéologiques et nucléaires d'après 1945 ; malmenée par un monde devenu probablement trop chaotique, trop volatile pour se laisser scruter en profondeur, elle paraît de moins en moins capable de pré-voir ces ruptures systémiques qui transportent imperceptiblement ou brutalement l'humanité d'un univers à l'autre. Résultat : jamais époque n'aura, autant que ce début de siècle, été chargée de boucler de vieux chantiers, rectifier le passé ; inverser l'ordre établi ;

venger des contemporains des affres d'un siècle révolu ; redorer des blasons ternis ; réhabiliter d'anciens parias ; les dédommager de camouflets séculaires.

Ont ainsi surgi ou re-surgi devant des vigiles planétaires assoupis, des événements et des tendances qui carbonisent les relations internationales actuelles, au premier rang desquels : le 11 septembre 2001 ; le rejet de l'ultra-libéralisme et de la globalisation ; l'échec de la mondialisation ; le retour du troc ; celui du thème du cannibalisme dans la conversation internationale ; le refus du capitaneat de l'Occident et de son universalisme ; la crise financière de 2008-2009 ; le printemps arabe ; l'arrogance chinoise ; le retour de l'Afrique et de ses matières premières dans les soutes d'une économie mondiale que l'on croyait définitivement dématérialisée, définitivement condamnée à l'involution régionale.

En attendant de recouvrer la vue, les veilleurs stratégiques paraissent se contenter d'adjoindre une diversité de domaines à l'expression « *nouvelle architecture* » ; analyser des... grilles d'analyse du XXI^e siècle ; hypertrophier des institutions connues (le marché, la démocratie, l'empire) : parfaire le XX^e siècle, en somme.

Régénérescence du monde et renaissance africaine

On rêve, en ce début de siècle, d'une Afrique chargée de relancer la croissance en berne de vieux pays post-industriels ; prolonger celle de la Chine, au lieu de se projeter à partir de débats articulés autour de nouvelles raisons de vivre. On rêve de régénérescence du monde, par l'écologie ; d'une gouvernance mondiale issue d'un réaménagement volontaire de l'ordre actuel ; de démondialisation délibérée. Le nouvel ordre économique et politique mondial dont avaient rêvé les Non Alignés, dans les années 1970, serait en train de naître d'un Sud émergent. Ce « *Sud* » capricant et indifférencié tiendrait, enfin, sa revanche sur un « *Nord* » déclinant, cacochyme et belliqueux.

On nage en plein messianisme : l'Afrique, berceau monde, serait destinée à en devenir le futur, par la grâce de l'économie de marché. Aux rêves de réagencement du monde, d'ingénierie politique planétaire charriés par une certaine littérature, répondent des augures de type statistique, cathartique, prophétique, téléonomique que véhiculent assez bien les thèmes, passablement remâchés, du « *réveil de l'Afrique* », de la « *renaissance africaine* », de la « *revanche de l'Afrique* »

, de la reconquête d'une verticalité perdue ; ou pire, de l'Afrique

« *re-convoitée* »

; en

« *reclassement géopolitique ou stratégique* »

.

Par une logique mécanique et inexorable, on espère que les Africains occuperont, enfin, la place dominante qui leur reviendrait dans le monde. En vertu d'une obscure loi du nombre, la majorité démographique africaine se muerait en majorité sociologique ! Pour un peu, on aurait cru qu'il suffisait de changer de siècle et de millénaire pour changer d'époque et d'outillage mental ! Ces simulacres de visions collectives, imbibées d'inversions, de prescriptions et d'extrapolations, ont des relents de naphthaline, de vieilles malles, de vieux papiers : ils ne s'intéressent ni à la part de singularité du XXI^e siècle ni à la part d'inédit dont l'Afrique pourrait accoucher.

Un retour au XIX^e siècle ?

Avant de se perdre en conjectures sur les trajectoires de l'Afrique dans le monde qui vient, sans doute convient-il de se demander s'il est indifférent : que l'Afrique subsaharienne soit entrée dans le XXI^e siècle par un retour quasi caricatural au XIX^e siècle, et non par effraction, à l'instar de ces Asiatiques à l'entrisme désormais légendaire. Que cette région bascule en ce moment vers l'Extrême-Orient, perpétuant un mouvement pendulaire qui l'a portée alternativement de l'Orient à l'Occident, au point de n'être devenue ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre mais une curieuse superposition des deux. Que la résurgence d'un scénario, classique en Afrique, de forte croissance, assortie de diversification économique et suivie d'effondrement, sur fond de guerres horribles, reste plausible à un horizon prévisible.

Guerres des esclaves, de la gomme, de l'or, de l'ivoire, des peaux, de la cire, des concessions minières et agricoles, hier ; guerres du pétrole, du diamant, du coltan, des terres agricoles, voire du cacao, aujourd'hui, avec les mêmes types de seigneurs de la guerre africains et leurs éternels comparses étrangers ; les mêmes interpénétrations d'enjeux, dans des paysages politiques, démographiques, physiques jonchés de cadavres, labourés par l'inachèvement. L'Afrique est aujourd'hui, comme hier, au centre, très artificiel, d'un mouvement planétaire de redistribution des cartes qui lui est familier et dont elle a toujours été le dindon ; au beau milieu d'un cocktail explosif qui lui a toujours été fatal. La ruée actuelle sur ce continent n'est, en effet, que la séquence la plus récente d'une vieille histoire : celle de l'imbrication, inaugurée par les Arabes, les Portugais et leurs alliés Africains, de luttes hégémoniques internationales et de luttes intra-africaines pour la domination. Aujourd'hui, comme hier, les entrepreneurs politiques africains se disputent les ressources de l'Etat en faisant feu de tout bois : démocratie, religion, patriotisme, exclusion, extermination, autochtonie, pureté nationale, métissage, codes vestimentaires, etc.

Qui instrumentalise qui ?

La nécessité de diversifier les partenaires étrangers est un thème lancinant de l'histoire des relations extérieures de l'Afrique. Les couches dominantes des sociétés africaines vivent, à cet égard, leur heure de gloire, à l'instar de ce Maloango ravi de pouvoir, enfin, jouer les Hollandais contre les Portugais, après un siècle de tête-à-tête avec ces derniers. Elles mettent à profit leur retour en cour pour affermir et affiner leurs vieilles logiques d'arrimage dépendant au monde extérieur ; élargir leurs marges de manœuvre ; diversifier, amplifier de vieux mécanismes de prédation qui ont plongé les économies courtières de leurs prédécesseurs dans des guerres d'une cruauté sans nom : ni les Akan ni les Fanti qui se sont étripés notamment, pour conserver le privilège de commercer avec les Européens, à partir d'espaces disputés, n'auraient été surpris par le « *conflit post-électoral ivoirien* » : ils l'ont, d'une certaine manière, initié. De même, les seigneurs de la guerre coiffant des Etats-brigands et les « *empereurs* »

qui ont transformé l'Afrique centrale en champ de mort, au XIX^e siècle, n'auraient eu aucun mal à se reconnaître dans les conflits qui déchirent la région des Grands Lacs aujourd'hui : ils les ont initiés.

L'Afrique « *re-convoitée* » poursuit ainsi sa propre histoire en empruntant les chemins vénéneux du capitalisme international à grandes guides ; en combinant les genres, les

répertoires, voire les époques sous nos yeux ahuris, meurtris. Aujourd'hui comme hier, les guerres de domination des grands de ce monde ; et les processus de peuplement, de formation de structures étatiques, de reconfiguration des espaces et des pouvoirs à l'échelle nationale et régionale, en Afrique, se télescopent. Pour le malheur des Africains.

Rester en vie

En 2050, il y aura plus d'Africains sur terre que de Chinois ou d'Indiens. La plupart des Africains seront des Afro-asiatiques aux yeux bridés qui parleront un créole fait de langues africaines et de langues asiatiques. Considérée comme le dernier réservoir de la croissance mondiale, l'Afrique n'en restera pas moins un continent en voie de désertification car le Sahara et le Kalahari se rapprochent. L'Afrique restera une région en proie à des convulsions plus ou moins intenses qu'amplifieront nécessairement trois facteurs au moins : son fameux nouveau dynamisme démographique et migratoire ; son inaptitude à anticiper les crises afin de s'organiser pour les éviter ; son immersion croissante dans l'économie internationale criminalisée.

Ces éléments, combinés à l'appétit d'acteurs étrangers pour ses ressources, pourraient repousser de quelques centaines d'années, l'émergence et la cristallisation des préalables à réunir pour que l'Afrique puisse prétendre occuper une position dominante dans le monde. Sans un passage franc de la prédation à la production, les Africains pourraient bientôt renouer massivement avec cette époque hautement cynégétique où leurs ancêtres ne devaient leur survie qu'à la force de leurs jarrets ; ces temps d'errance où tout, se comptait en fusils et en barils de poudre. Sans un renforcement des capacités africaines de prévention et de gestion des conflits, les Africains, au XXI^e siècle, devront avant toute chose, déployer des trésors d'ingéniosité pour rester en vie.

Bibliographie

Axelle Kabou, *Comment l'Afrique en arrivée là*, L'Harmattan, Paris, 2011.

Afrique 2025, *Quels futurs possibles pour l'Afrique au Sud du Sahara ?* PNUD, 2003.

Erik Izraelewicz, *Quand la chine change le monde*, Grasset, 2005.

- *L'arrogance chinoise*, Grasset, 2011.

Achille Mbembé, *Sortir de la grande nuit, essai sur l'Afrique décolonisée*, La découverte, 2010.

Jacques Attali, *Une brève Histoire de l'Avenir*, Fayard, Paris, 2008.

- « L'Afrique, notre futur », 2009, en ligne.

- *Demain qui gouvernera le monde ?*, Fayard, Paris, 2011

Fabrice D'Almeida, *Brève Histoire du XXI^e siècle*, Perrin, 2007.

Mort de la Globalisation John Saul, Payot, 2007.

Daniel Etounga-Manguellé, « Emerger ?! », *Njangui Press* 27 juin 2011.

Alternatives économiques, *Mondialisation, le début de la fin ?* Juin 2011.

Marianne Parvaty Goudry, « Le temps de l'Afrique », une lecture critique : quelles politiques publiques pour l'Afrique ? *Alternatives économiques*, 2010, en ligne.

Sonal Pandit, « Afrique, un des plus grands potentiels économiques du XXI^e siècle », *Le Temps*

2011, en ligne.

Adama Gaye, « Un siècle sino-africain », *Ouestaf News*, Octobre 2010, en ligne.

François Lafargue, « L'Eldorado Africain », *La documentation française*, en ligne.

Roy Laishley, « Mainmise sur les terres africaines ? » *Afrique renouveau*, Octobre 2009.